

# La démocratie directe est une arme redoutable contre l'Europe

Huffingtonpost - Chantal Ingham Professeur expert au Groupe ESC Dijon-Bourgogne

Face à la multiplication des référendums, en Grèce sur l'accord proposé par les créanciers, au Danemark sur les domaines de la justice et de la police, aux Pays-Bas sur l'accord d'association avec l'Ukraine, au Royaume-Uni sur le maintien de l'adhésion à l'Union... L'Europe est à un tournant majeur.

Les gouvernements et l'Union européenne sont en perte de crédibilité. L'euroscpticisme et les discours contre les "élites" profitent à la montée des extrêmes tant à droite qu'à gauche. Des leaders comme Geert Wilders l'ont bien compris. Sa stratégie est de rendre à la fois les Pays-Bas et l'Europe ingouvernables en multipliant les motions de défiance, en faisant du référendum un instrument de chantage permanent. Au nom de la démocratie, il y a un risque de contagion.

## Le référendum, symbole de la démocratie directe

Le référendum est l'instrument de la démocratie directe. Oui, mais la base de la validité d'un vote, c'est la connaissance de sa nature. Pour qu'un référendum ait une légitimité démocratique, il faut pour le moins que les personnes à qui il s'adresse comprennent de quoi il retourne. Le manque de temps, la taille et la difficulté des documents à traiter rendent impossible pour tout un chacun de voter en connaissance de cause. Cela laisse la voie libre aux slogans et aux récriminations contre le pouvoir en place.

La question posée lors du référendum de 2005 était: "Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe?" Il fallait répondre par oui ou par non. La question était "simplement" de donner son avis sur les deux traités européens constituant le traité constitutionnel. Cela représentait à peu près deux cents pages de droit international à digérer. Il était considéré que n'importe quel citoyen français était à même de répondre à cette question.

On comptait, sans doute, sur le fait que la campagne référendaire serait consacrée par les médias et les partis nationaux à une explication détaillée des enjeux et du contenu de ces traités. En matière d'explications, on eut surtout droit à des slogans. Un slogan ne demande pas d'explications et s'il en eut lors des débats télévisés, celles-ci ne pouvaient dépasser deux minutes sans risque que le téléspectateur moyen ne zappe sur une autre chaîne. Est-ce vraiment cela, la démocratie?

On en arrive à se demander si l'Europe n'a pu se construire depuis soixante ans qu'en évitant le recours à l'instrument référendaire. Que se serait-il passé si, six ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on avait soumis la signature du Traité sur la Communauté du Charbon et de l'Acier à un référendum?

## La démocratie, c'est l'information

La connaissance du fonctionnement des institutions nationales est considérée comme l'un des principes même de la démocratie. Or ce même principe est refusé au niveau européen. La connaissance des enjeux européens semble être limitée à un cercle d'experts, les seuls qui

soient aptes à comprendre la "complexité" de la construction européenne.

Un changement est en cours dans les médias. L'excellente émission télévisée consacrée à l'actualité "C dans l'air" ou la publication dans la presse d'un nombre croissant d'articles bien documentés sur l'Europe et d'articles d'opinion, tout cela interpelle les lecteurs. Cela devrait s'accompagner d'une amélioration de l'enseignement du fonctionnement de l'Union européenne au lycée.

Le constat est évident. La majorité des citoyens européens ne connaît pas le fonctionnement de l'Union. Tant que cela restera en l'état, le référendum ne portera pas sur la question posée, incomprise par une grande partie de la population, mais sur les enjeux ou les peurs du moment: un ras-le-bol de l'austérité, de l'immigration et... de leur gouvernement.

L'usage des slogans sans avoir à donner la moindre explication sera toujours dévastateur. Utiliser le slogan tel que "la Commission impose" serait impossible si le grand public avait accès à l'information sur la procédure de codécision, car il saurait que la Commission ne peut que rédiger la proposition d'un nouvel instrument législatif, libre au Parlement et au Conseil des ministres d'y apporter des amendements et de la remodeler. Ce slogan et la méconnaissance du fonctionnement de l'UE ont permis depuis des décennies aux chefs d'état et de gouvernement de se défausser sur l'Europe.

### **Au nom de la démocratie, les États sont pris au piège**

Pour se maintenir au pouvoir, David Cameron, craignant d'être désavoué lors des élections de mai 2015, avait promis un référendum sur le maintien de son pays dans l'Europe. Il a gagné les élections de mai 2015... et doit tenir ses promesses. Pour éviter la "catastrophe" d'un non anglais, le Conseil européen de février dernier a trouvé un accord sur ce que M. Cameron appelle un "statut spécial" pour le Royaume-Uni. Certains disent que la négociation a amplifié le mouvement vers une Europe "à la carte".

C'est pire que cela. Cet accord est loin d'être anodin: on ne parle plus de dérogation, mais de discriminations injustes. Certains travailleurs européens établis au Royaume-Uni payeront pour des prestations sociales auxquelles ils n'auront pas accès. L'accord devrait permettre d'exonérer la City de Londres des règles communes pour les services financiers. Cette absence de règles communes pourrait entraver le développement à venir de l'Union bancaire.

David Cameron a obtenu qu'à la prochaine modification des traités, le Royaume-Uni soit explicitement dispensé de l'obligation de former avec les autres pays européens une "Union toujours plus étroite", un des piliers de construction de l'UE. Cela peut paraître symbolique, mais c'est la fin de l'idée de construction européenne. On peut imaginer que les eurosceptiques et les nationalistes vont se précipiter pour que leur pays bénéficie de la même dérogation. Même si le résultat du référendum reste encore incertain: le mal est fait.